



Editeur: Parti Révolutionnaire Communistes

Pour nous écrire : COMMUNISTES: 27 Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS

Edito

Organiser la résistance populaire et la lutte.

Après le remaniement le pouvoir continue dans le même sens en accélérant encore le détricotage de tout ce que les salariés ont conquis, par leurs luttes, sur les patrons des grandes entreprises monopolistes. Les dures réalités découlent d'une situation sociale et politique marquée par les difficultés qui assaillent les salariés et en premier lieu celle de leur salaire, des conditions de travail, de l'emploi et de la volonté affirmée du pouvoir et du patronat d'aller encore plus loin, plus vite dans la liquidation des conquêtes sociales acquis. Après les retraites, l'indemnisation du chômage, l'immigration, la sécurité sociale est visée. Le ministre de l'Économie et des Finances a annoncé 10 milliards d'euros d'économie et 12 milliards pour l'an prochain.

Ces milliards devront être trouvés sur le budget de « tous les ministères ».

Des milliards manquent déjà pour l'hôpital public! Annonce de suppression de postes dans l'éducation nationale! Les recrutements des fonctionnaires seront décalés. Austérité à tous les étages : un ensemble d'économies aux conséquences sur les portefeuilles des classes populaires, une nouvelle offensive frontale contre le monde du travail, contre les chômeurs et le droit du travail.

Mais pas touche au budget armement avec l'objectif des 2 % du PIB pour 2024 comme exigé par l'OTAN et les USA. Macron a promis 3 milliards d'aide en 2024 pour l'Ukraine. Qui va payer ? La réponse est claire: les salariés!

Organiser la résistance populaire et la lutte.

Le mécontentement se traduit par des **luttres nombreuses dans les entreprises et les services** mais aussi de **nombre d'agriculteurs qui, n'arrivent plus à vivre de leur travail.** Il y a un télescopage entre les besoins de ceux qui travaillent produisant les richesses et les exigences de profit du capital. Il s'agit du cœur de

l'affrontement de classe entre le capital et le travail.

C'est bien à un plan de bataille que doivent s'atteler les forces syndicales en refusant un dialogue social qui n'est autre que le terrain de la collaboration de classe au service du patronat. L'heure n'est pas à la pause ni au compromis avec le capital et le gouvernement.

Mettre en cause le pouvoir de la classe capitaliste car elle détient les moyens de commande.

La situation politique le montre à l'évidence, les forces qui occupent le devant de la scène ne remettent pas en cause le système, depuis des décennies sous des formes d'alliances diverses de gauche et de droite, elles mettent en musique les exigences du patronat. Elles ont un troisième fer au feu : celui de Rassemblement National. Ce dernier essaie de montrer patte de ve-lours, il est pourtant résolument un parti du capital. Macron n'hésite pas à puiser directement dans le programme de l'extrême-droite pour s'attaquer aux travailleurs et aux classes populaires.

C'est la raison pour laquelle il faut en même temps que la lutte immédiate poser la question du changement de société.

Le capitalisme n'a qu'une boussole : celle des profits qui génère un gâchis énorme dans lequel les capitalistes ne cessent de s'enrichir tandis que de larges couches de la population s'appauvrissent. Il n'y a pas d'autre voie que d'en finir avec ce système, ouvrir la voie à la construction d'une société sans exploitation de l'Homme par l'Homme, une société de coopération des producteurs de richesses, une société de solidarité et de paix entre les peuples : une société socialiste.

Pour cela, il faut une force politique révolutionnaire, celle que nous construisons jour après jour avec notre Parti Révolutionnaire COMMUNISTES.

Venez mener ce combat avec nous.

Soutien au journal Communistes

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél perso : _____ Signature _____

E-mail : _____

Je verse la somme* de:

.....€

Chèques* libellés à :

Mandataire financier de Communistes
Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement.
66 % du montant des sommes versées.

envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes
27 Boulevard Saint-Martin- 75003 PARIS

Le pouvoir d'achat, les salaires, les conditions de travail, restent en 2024, la première préoccupation des travailleurs, des jeunes, des retraité(e)s, qui subissent de plein fouet la politique d'austérité imposée par le gouvernement.

Entre 2021 et 2023, le salaire réel a diminué de près de 3 % en deux ans. « Le pouvoir d'achat avec une moyenne de 10 euros par an a stagné, en cause la faiblesse des revalorisations salariales, tandis que le coût de la vie explosait. Entre mi-2021 et 2023, l'indice des prix à la consommation a augmenté de plus de 11 %, l'énergie de 36 % et l'alimentaire 21 %, alors que ces deux postes représentent environ un quart de la consommation totale des ménages⁽¹⁾ ».

Une personne sur cinq (18 %) vit à découvert, une sur deux a des difficultés à se soigner, à payer ses factures d'énergie, une sur trois se prive au moins d'un repas par jour. **Le capitalisme est une machine à fabriquer de la pauvreté.**

Austérité pour les travailleurs, pas pour les actionnaires et les PDG des entreprises du CAC40.

Les entreprises du CAC40 ont enregistré des bénéfices nets cumulés de

plus de 120 milliards d'euros en 2023⁽²⁾, et distribué 97,1 milliards d'euros à leurs actionnaires. Carlos Tavares (PDG Stellantis) a touché 36,5 millions d'euros en 2023, plus de 100 000 euros par jour !!!

*** Les luttes pour les salaires, les conditions de travail, la défense du service public, se développent. Grèves dans les industries chimiques et métallurgiques, à Solvay, Safran, Alstom, Arcelor Mitral, Neuhauser, Forcia, Lidl⁽³⁾, etc... À la SNCF, pour l'augmentation des salaires et contre la privatisation ; dans le service public hospitalier, pour les salaires, l'augmentation du budget, pour un système de santé qui repose sur le service public et sur la sécurité sociale ; dans l'Éducation Nationale, pour des moyens et la défense de l'école publique, exiger l'ouverture de discussions immédiates sur les salaires ainsi que l'abandon des mesures « chocs des savoirs » et des réformes qui accentuent les inégalités socio-économiques des élèves.**

*** Contre les luttes la répression et l'attaque du droit de grève.**

Plus de « 1000 militants » et « 17 dirigeants » de la CGT sont visés par des procédures judiciaires en raison de leurs activités syndicales. Renforcement répressif contre ceux qui luttent contre

la politique réactionnaire du gouvernement. Le gouvernement avec le concours du LR et du RN veut aller encore plus loin et compléter la réforme législative de Sarkozy en 2007 (réquisition de grévistes), et supprimer purement et simplement le droit de grève dans les transports durant certaines périodes, au nom de la « mission de service public ».

Le pouvoir du grand capital utilise la répression pour bâillonner les luttes, c'est ce qu'il fait en traitant les militants comme des voyous et des délinquants. Limiter le droit de grève est une grave atteinte aux droits du travail conquis par les luttes de la classe ouvrière.

La lutte au quotidien contre le capital peut dès maintenant bloquer la casse de la société française. Dès maintenant les moyens existent pour répondre aux besoins des travailleurs, des jeunes, du peuple, ils sont aux mains des capitalistes il faut les leur arracher.

(1) Insee février 2024, calculs et prévisions OFCE (Observatoire Français des conjonctures Économiques).
(2) Seuls 25 des 40 groupes ont publié leurs résultats annuels pour 2023.
(3) Cf Hebdo, Résumé des questions économiques et sociales

Crise du logement : le premier ministre s'attaque au logement social

La nomination de Guillaume KASPARIAN au logement confirme les craintes d'une vision très libérale axée sur la défense des intérêts des propriétaires privés et du marché.

Les données de cette crise sont connues et le très récent rapport de la fondation Abbé Pierre pour l'année 2023 vient de les rappeler :

- 4,2 millions de mal-logés.
- 330 000 personnes sans domicile dont des milliers d'enfants.

- 2,4 millions de demandeurs de logements sociaux alors que le nombre annuel de construction de nouveaux logements sociaux est en chute libre (82 000 agréments en 2023 et probablement 70 000 en 2024 contre 110 000 avant 2017) et que près de 30 000 sortent du parc social chaque année (démolitions, ventes ...).

- Un taux d'effort « logement » de plus en plus prohibitif pour les ménages pour atteindre jusque 60 % du revenu pour les travailleurs les plus pauvres... les obligeant à rogner sur toutes les autres dépenses (santé, alimentation ...). Ce phénomène est aggravé à la fois par la hausse des dépenses d'énergie et la hausse des taux d'intérêt pour les accédants.

- Chute vertigineuse depuis 2018 du taux d'effort public (Etat et collectivités locales) pour le logement qui représente aujourd'hui

1,6 % du PIB loin des 2,2 % constatés en 2010. 38 milliards d'euros dont seulement 13,9 milliards d'euros pour les bailleurs sociaux et leurs locataires !

- 64 % des 1031 communes soumises à la loi SRU n'ont pas atteint leurs objectifs 2020-2022 contre 47 % lors du cycle précédent (soit un taux global d'atteinte des objectifs SRU de 67 % alors qu'il était de 116 % en 2017-2019), ce qui représente quand même **un manque de 92000 logements sociaux !**

- Enfin, le nombre de logements vacants est évalué par l'INSEE à 3,1 millions, le Premier Ministre annonce des mesures qui ne répondent pas à la gravité de la crise mais qui en plus risquent de la faire exploser.

La dernière annonce prend l'allure d'une bombe pour le logement social puisque le premier Ministre propose de modifier l'article 55 de la loi SRU en intégrant dans le quota de 25 % de logements sociaux, les logements locatifs intermédiaires avec le prétexte « incroyable » de permettre aux classes moyennes de se loger ! **70 % de la population se situent en dessous du plafond de ressources donnant accès au logement**

social et la moitié des demandeurs de logements sociaux ont des ressources inférieures au seuil de pauvreté !

Pour notre parti révolutionnaire Communistes, la lutte pour un logement décent pour tous est indissociable de la lutte pour la défense des services publics dont nous sommes partie prenante, ainsi que de toutes les actions en cours pour un changement de société profond, au service du peuple de notre pays.

Ça va mal dans les fermes : en cause le manque de revenus.

Les fleurons de l'industrie agroalimentaire fixent les prix au nom de la libre concurrence et les agriculteurs qui dépendent de ces grosses entreprises n'ont pas le choix.

Si ça va mal dans les fermes ce n'est pas à cause de la nécessité de prendre en compte l'environnement dans les pratiques, mais parce qu'on n'a pas assez de revenus pour pouvoir modifier ces pratiques.

Il n'y aura pas d'issue durable tant que les banques, les industries agroalimentaires et la grande distribution seront entre les mains des capitalistes.

Les profits des multinationales se portent bien et elles en veulent toujours plus.

Communistes

commission paritaire : N° 0325 P 11306
directrice de publication : Christine PICAVEZ
3 Rue St Savin 85670 Saint Etienne du Bois
E'mail: communistes@sitecommunistes.org
- imprimé par nos soins -

De la guerre sur le territoire de l'Ukraine à la lutte de libération nationale en Palestine en passant par de multiples conflits régionaux, des pratiques de sanctions par des États et groupes d'États à l'encontre d'autres États et/ou de blocus comme c'est le cas de la part des États-Unis contre Cuba, de l'utilisation des restrictions commerciales et de cyberattaques, la liste est longue des affrontements entre les puissances capitalistes pour s'assurer leur place et leur domination dans la lutte pour la conquête des ressources naturelles, le contrôle des voies de communications et de la force de travail.

Tous ces conflits, dont la fréquence et l'intensité s'amplifient font des centaines de milliers de victimes et entraînent une course aux armements qui enrichit les marchands de canons mais appauvrit la masse de ceux qui vivent de leur travail.

L'essentiel des media s'emploient à masquer les causes profondes de ces conflits, et activent des réactions nationalistes pour embrigader les travailleurs dans l'un ou l'autre des camps capitalistes en conflit. Ils agissent ainsi, parce qu'aller au fond des choses serait met-

tre en lumière les raisons profondes de ces affrontements de plus en plus violents entre les puissances capitalistes et entre les grands monopoles dans la recherche des taux de profit maximum et d'accumulation du capital. Ce serait dire que le Capitalisme c'est la guerre !

Lénine en analysant le processus de concentration et de mondialisation du capitalisme qui n'a pas cessé depuis et au contraire s'est amplifié, a montré la nature profonde de l'impérialisme comme stade de développement du capitalisme. Ces analyses ainsi que celles sur la nature du système économique, politique et social de la Russie tsariste, l'on conduit à refuser l'engagement du mouvement révolutionnaire russe dans la première guerre mondiale et au contraire d'organiser la révolution socialiste.

Aujourd'hui, les révolutionnaires ont un besoin vital d'analyser et de comprendre le capitalisme moderne et sa forme impérialiste développée. Ils en ont besoin pour se donner une orientation juste et efficace dans la lutte des classes pour le renversement du système capitaliste au niveau de leur nation et plus largement dans un internationalisme et une coopération avec les forces révolutionnaires à l'échelle mondiale.

C'est pourquoi, notre parti attache une grande importance à toutes ces questions et qu'après des initiatives régionales réussies, il organise une initiative nationale à laquelle il convie tous ceux qui veulent en finir avec le vieux système d'exploitation capitaliste et s'en donner les moyens avec le Parti révolutionnaire Communistes.

Assemblée débat Paris 23 mars: Combattre ensemble l'impérialisme.

**Débat national organisé à Paris le samedi 23 mars à 14h00
au Maltais Rouge 40 rue de Malte 75011 Paris**

(métro République).

Vous y êtes cordialement invités. Pour toute information complémentaire :
comrev1@mail.com ; communistes@sitecommunistes.org ; hebdo@sitecommunistes.org

La France, un des piliers de l'Europe capitaliste.

Selon la Data World Bank⁽¹⁾, en terme de PIB, l'Allemagne (4120 milliards de dollars) et la France (2806 milliards de dollars) occupent respectivement les quatrième et septième places mondiales. Nous sommes évidemment bien loin des deux premières puissances mondiales : les États-Unis avec des PIB de 26.185 et la Chine de 21.643 milliards de dollars. L'Union Européenne à 27 possède un PIB d'environ 17.000 milliards de dollars. Ainsi les parts de l'Allemagne et de la France sont-elles respectivement de 24,4 et 16,5% du PIB de l'UE et au total de près de 41%.

Ces données nous disent que si la France et l'Allemagne sont les deux puissances les plus importantes de l'UE et qu'elles jouent donc un rôle majeur dans la définition des politiques européennes, c'est bien l'Allemagne qui de part sa richesse produite et le poids de son industrie et de son agriculture en est la puissance dominante. Ses relations particulièrement solides et étroites avec les pays de l'Europe centrale lui donne aussi un poids important comparé à la France qui ne

bénéficie pas d'un tel halo d'influence dans les autres pays européens. De ce point de vue l'Allemagne pousse les pions de manières offensives dans son soutien politique et militaire à l'Ukraine lui consacrant des moyens bien supérieurs à celui de la France et espérant évidemment en tirer des bénéfices à moyen terme dans le domaine économique.

La France, pour autant, joue un rôle important comme puissance impérialiste en Europe et dans le monde. Si comme l'Allemagne elle est un élément important du dispositif de l'OTAN en Europe, elle possède un armement nucléaire et les moyens balistiques de son utilisation, que ne possède pas l'Allemagne et des capacités de projection opérationnelles bien plus importantes. Même si son influence dans le monde, en grande partie reliquat de son ancienne puissance coloniale, bien que contestée, n'ai que de voir ce qui se passe en Afrique, est en contraction, elle possède un territoire colonial ultra-marin qui lui assure une présence militaire dans les zones les plus disputées du monde et tout particulièrement en Asie Pacifique et dans l'océan indien.

C'est pourquoi, nous devons clairement nommer le caractère impérialiste de la France, dénoncer son alignement sur le tuteur États-Unis et exiger sa sortie du pacte agressif de l'OTAN ; combattre ce que Macron appelle le réarmement dans tous les domaines qui n'est autre que l'alignement dans une course aux armements préparatoire à une guerre d'ampleur au sein du système impérialiste. Notre lutte contre le capitalisme passe aussi par la dénonciation de son caractère fauteur de guerre. Plus que jamais mettre en exergue la célèbre formule de Jean Jaurès⁽²⁾ : "*le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage*".

C'est cette exigence anti-impérialiste et de paix que nous voulons porter avec notre liste du Parti Révolutionnaire COMMUNISTES aux élections européennes de juin.

(1) https://data.worldbank.org/indicator/Ny.Gdp.Mktp.Cd?most_recent_value_desc=true

(2) Le capitalisme porte en lui la guerre (1895) : Le 7 mars 1895, lors d'un discours sur « l'armée démocratique », Jaurès s'exprime sur trois grands thèmes : la démocratisation de l'armée ; l'inanité d'une guerre de revanche contre l'Allemagne ; les liens entre capitalisme et guerre, et entre socialisme et paix.

Depuis plus de quatre mois, l'État colonialiste d'Israël poursuit son but qui est de tuer le plus possible de Palestiniens, de les terroriser, de les affamer, de les déplacer de force, de leur couper tous les approvisionnements ou de les restreindre au maximum, le tout accompagné d'un discours visant à les déshumaniser ou d'une absence de discours afin que le monde les oublie. Israël tue les journalistes, les personnels de santé, les employés de l'ONU, les civils, bref tous les témoins de ce génocide organisé. Le quotidien des Palestiniens réfugiés à Rafah ou à Khan Younès, ce sont les bombardements et les tirs des soldats, la recherche effrénée de nourriture et d'eau, la recherche de matériau pour fabriquer un abri de fortune, chercher simplement, non pas à vivre, mais à survivre.

La dernière phase de ce plan est en cours. Les bombardements ont commencé de frapper Rafah, ville où sont entassés 1,3 millions de Palestiniens et Netanyahu annonce l'assaut terrestre « *quand les civils auront évacué* » alors que ce menteur invétéré sait bien que nulle évacuation n'est possible.

L'indignation et la mobilisation se poursuivent dans le monde entier, malgré les tentatives des gouvernements pour l'empêcher (en Allemagne et aux États-Unis). **Ce sont des millions de personnes qui continuent, jour après jour, à exiger un cessez-le-feu permanent et une paix véritable.**

La preuve que cette mobilisation fonctionne c'est que, même s'ils ne lâchent pas Israël, les principaux gouvernements impérialistes occidentaux, USA en premier, commencent à timidement demander une pause sans exiger que les massacres s'arrêtent, sans prendre de sanctions. Les États-Unis ont de nouveau, le 20 février, empêché le Conseil de sécurité de l'ONU d'exiger un cessez-le-feu "immédiat" à Gaza. Les pays arabes leurs emboîtent le pas. La Jordanie demande à Israël de renoncer à l'assaut de Rafah, l'Égypte indique que, s'il a lieu, elle suspendra le traité de Camp-David, qui lie les deux pays et marqua la fin de leur conflit en 1979 ! **Pour certains des pays occidentaux, c'est l'accusation d'être responsables et plus seulement compli-**

ces du génocide qui pèse et pour les pays arabes celle de ne pas soutenir leurs frères palestiniens.

Cela ne suffit pas, d'autant moins que les USA négocient un plan pour un État palestinien sans consulter aucun des mouvements de la Résistance palestinienne, avec seulement la corrompue Autorité Palestinienne. Nous devons empêcher l'assaut sur Rafah !!!

Partout dans le monde, la lutte des travailleurs et des peuples monte en puissance pour arrêter le massacre.

Le Parti Révolutionnaire Communistes rappelle que la paix signifie d'abord le cessez-le-feu, l'accès libre à tous les humanitaires et le retrait des troupes d'occupation ; ensuite le démantèlement des colonies et le droit au retour pour tous les bannis depuis 1948 ; enfin une discussion avec l'ensemble des organisations de la résistance palestinienne avec la perspective d'un État palestinien unique et laïque.

Comores : Pas que le droit du sol, une histoire coloniale !

Mayotte, une des îles de l'archipel des Comores est secoué par une crise économique, sociale, sécuritaire et politique profonde. Département français, elle est considérée comme un territoire de l'Union Européenne. Son histoire est profondément liée à la France colonisatrice et à la défense de ses intérêts impérialistes dans cette zone de l'océan indien.

Ce département fait face à des difficultés sociales immenses. Selon l'INSEE, en 2018, 77 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté, 40 % des résidences étaient des cases en tôle, 29 % des ménages n'avaient pas l'eau courante et seulement 34 % des 15-64 ans avaient un emploi. La situation ne s'est guère améliorée depuis. Depuis 2023, une grave crise s'est développée sur fond de pénurie d'eau, elle a entraîné un mécontentement profond de la population.

En réponse, le pouvoir colonial français a organisé une vaste opération de destruction des constructions illégales. Le ministre de l'intérieur Darmanin qui a dépêché plus de deux milles hommes pour réaliser cette opération de démolition de bidonvilles et d'expulsions des hommes, femmes et enfants vers les Comores dont ils sont

généralement issus où règnent une extrême pauvreté Le Ministre de l'intérieur venu sur place, a annoncé la suppression du *droit du sol* à Mayotte. Le *droit du sol* est la règle de droit attribuant une nationalité à une personne physique en raison de sa naissance sur un territoire à la différence du *droit du sang* qui exige que les parents aient la nationalité française.

Cependant, cette mesure applaudit par les Républicains et le Rassemblement National qui ne cessent de la réclamer pour tout le territoire français, serait une rupture totale avec les acquis démocratique du peuple français. Après avoir fait voter une loi immigration où se sont retrouvés au coude-à-coude les partis présidentiels, Les Républicains et le Rassemblement National loi qui restreint les droits des migrants, le pouvoir remet sur la table cette question par le truchement d'une exceptionnalité appliquée à un territoire colonial. Cela aurait deux conséquences.

La première, si l'on considère le caractère d'appartenance de Mayotte à la République Française, serait de rompre avec le caractère *un et indivisible* de la Nation, ouvrant la porte à des droits différents selon la zone géographique et ce

serait le début de l'éclatement de l'unité de la Nation, la seconde, serait d'ouvrir la porte à un changement fondamental de conception de la citoyenneté la ramenant plusieurs siècles en arrière.

Pour nous, tout cela est inacceptable et doit être combattu vigoureusement. Nous exigeons, le retrait du projet Darmanin-Macron comme de la liberticide loi immigration.

<input type="checkbox"/>	Pour adhérer
<input type="checkbox"/>	Prendre contact
Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes 27, Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS	
Courriel :	
communistes@sitecommunistes.org	

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

E-mails :